

Clio 5 vs Peugeot 208 :
Une compétition où
l'écologie joue les
seconds rôles

l'étincelle

Ghospn en liberté
surveillée :
Une sortie à 8
millions d'euros

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 12 mars 2019

Algérie : première victoire d'une révolte sociale

Bouteflika, le Président algérien, vient d'annoncer qu'il renonçait à se représenter aux élections. C'est le résultat des manifestations qui ne cessaient de croître contre lui et son régime, s'étendant à des appels à la grève. Les manifestants refusaient le cinquième mandat d'un président grabataire, prête-nom d'un appareil d'État corrompu tenu en laisse par une armée omniprésente.

Les défilés, composés en grande partie de femmes, ont été énormes. Avec des slogans d'une inventivité qui allait bien au-delà de la personne de Bouteflika. Une jeune femme affichait : « *Le clan Boutef n'aura même pas notre soutien-gorge* », tandis qu'une autre pancarte ironisait : « *Ce camembert Président pue moins que votre système* ». En France aussi, les Algériens se sont mobilisés de Marseille à Paris, où 10 000 personnes se sont retrouvées place de la République : « *Mettez le FLN au musée* », a-t-on pu entendre.

Accueilli par la grève

Pendant que Bouteflika – en tout cas son avion – rentrait dimanche dans un pays en ébullition, étudiants et lycéens sont à nouveau sortis par dizaines de milliers dans les rues et ont mis en échec la tentative du pouvoir de les écarter en avançant et en prolongeant leurs vacances.

Un appel à la grève générale de cinq jours a été lancé sur les réseaux sociaux et, dimanche, à Alger, Constantine, Annaba ou Bejaia, elle paralysait de nombreux secteurs : transports, administrations, commerces, établissements scolaires... Des grandes entreprises, comme le géant des hydrocarbures Sonatrach, étaient touchées par la grève.

Les rats quittent le navire

Le clan présidentiel s'est petit à petit fissuré. Plusieurs responsables du Forum des chefs d'entreprise ont fait défection. D'anciens barbouzes dirigés par un ex-ministre de l'Intérieur de Bouteflika aussi. De même qu'une partie de la direction de l'UGTA, le syndicat inféodé au régime. La contestation a même gagné le FLN, au pouvoir depuis l'indépendance en 1962, dont sept députés ont quitté le parti et rejoint la contestation.

Ceux-là ont pris leurs distances tant qu'il était encore temps... pour préserver l'essentiel : la domination d'une bourgeoisie affairiste et d'un appareil d'État corrompu resté lié à l'impérialisme, en particulier français.

Le départ de Bouteflika est donc apparu, aux yeux d'une partie des couches dirigeantes, comme une nécessité. Mais cela suffira-t-il à faire taire la contestation ? Comme l'a dit un manifestant à Bordeaux : « *Le cinquième mandat de Bouteflika, c'est juste la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les gens sont sortis à cause d'années de marasme social, d'austérité ; et ils sont en train de briser la peur.* »

L'armée a, pour l'instant, préféré lâcher Bouteflika plutôt que réprimer. Mais le pouvoir et ses appendices avaient agité ces dernières semaines l'épouvantail d'un retour à la guerre civile, référence aux tueries qui avaient répondu à la révolte d'octobre 1988 et aux dix années de guerre contre les groupes islamistes qui avaient suivi : 150 000 morts ! L'ampleur de la mobilisation a seulement suspendu le risque de répression. Le choix de lâcher Bouteflika montre une certaine fébrilité de la part des couches dirigeantes qui tentent, de cette manière, de reprendre la main et, surtout, de vider les rues de la contestation.

Un encouragement à lutter

Avec l'armée en embuscade, des politiciens déjà sur les starting-blocks pour dévier la contestation sociale sur un terrain électoral, les écueils ne manquent donc pas sur le chemin de la révolte populaire. Le simple recours à la grève générale avait provoqué la colère des associations de commerçants ou petits patrons qui craignent que tout cela aille plus loin, bien trop loin pour eux !

Mais la jeunesse algérienne n'est pas forcément dupe de la situation actuelle : contre Bouteflika, « tout le monde était beau, tout le monde était gentil », mais c'est maintenant que les différences vont apparaître. Et rien ne dit que les jeunes, et, avec eux, les couches populaires, se laisseront endormir.

Cette première victoire du mouvement populaire en Algérie est un espoir et un encouragement pour tous les travailleurs et les jeunes qui, dans le monde comme en France, n'en peuvent plus de la misère, de l'injustice et de l'arbitraire.

Avant de passer au salon...

La Clio 5 fait la Une du salon de Genève. Elle aurait dû faire celle du salon de Paris. Plus de 6 mois de retard à cause de plannings toujours plus contraints et d'une organisation de projet défailante. Heureusement, les grouillots sont là pour rattraper le coup.

De guerre lasse

« *Duel au salon de Genève* », « *le match des nouvelles rivales* », « *la nouvelle bataille des citadines* » : les médias se délectent du duel entre la Peugeot 208 et la Renault Clio. Une mise en concurrence qui impose de travailler plus vite, mieux et moins cher. Les salariés des deux constructeurs et leurs sous-traitants y perdent à tous les coups.

Clap de Flins

La Clio 5 va-t-elle booster les ventes de Renault ? Produite en Turquie et en Slovaquie, elle ne boostera en tout cas pas l'emploi à Flins. Les promesses de Ghosn d'y produire toujours de la Clio n'engageaient que ceux qui y croyaient. Comme Sarkozy en 2010.

Une affaire portée ONU

Décidément chez les Ghosn, on ne sait pas faire dans la mesure. Contestant les conditions de détention de Ghosn, son épouse et ses enfants ont saisi le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU. Rien que ça ! Carlos Ghosn fustige la justice japonaise, se révolte contre l'absence de « démocratie » et « l'injustice ». Un vrai coming out ! Pas au point de renoncer à son train de vie et de distribuer sa fortune aux plus pauvres.

Les nouveaux indignés

La famille Ghosn a l'indignation sélective. La suppression de dizaines de milliers d'emplois et l'aggravation des conditions de travail résultant de la pression mise par Ghosn, dont le Contrat 2009 qui a mené 3 salariés du Technocentre au suicide, ne l'ont jamais émue. En 2016, la direction de Renault Bursa a annulé des élections syndicales, fait intervenir la police dans l'usine afin d'arrêter des salariés en grève contre cette annulation, puis licencié des centaines d'entre eux. Pas question alors de solliciter l'ONU, ni même d'exprimer la moindre indignation.

Fin des abus : clause toujours

Le Canard Enchaîné a révélé que la DRH de Renault, Marie-Françoise Damesin, touche depuis 8 mois 117 000 euros nets pour ne rien faire. Ayant obtenu un départ anticipé en août 2018, Damesin a touché, en plus de son salaire de 45 000 € nets, une clause de non concurrence de 72 212 € par mois, en attendant sa mise à la retraite en mars 2019. Vite une clause de non concurrence pour tous les salariés partis en DA !

Un inculqué plein de ressources

Carlos Ghosn a finalement obtenu sa libération sous caution. Il a aussitôt trouvé et payé cash 1 milliard de Yens, soit 7,9 millions d'Euros ! Comme quoi, il faut toujours avoir un peu de liquide sur soi.

L'ouvrier disqualifié

Carlos Ghosn sortant de prison en tenue d'ouvrier ! L'idée serait venue d'un de ses avocats qui a reconnu un échec désastreux pour l'image du PDG déchu. Ce déguisement devait lui permettre de s'éclipser incognito. Raté ! Ghosn se mettant dans la peau d'un ouvrier ? De toute façon, il n'y est jamais arrivé.

Mécène de ménage

Selon l'enquête menée chez RNBV, la filiale de Renault et Nissan a fait de nombreuses donations aux universités libanaises où Ghosn a été scolarisé, à l'Université privée américaine de Paris où son fils a étudié (une « Ghosn room » y a même été créée) ou encore au Bal des Débutantes où les filles de Ghosn ont été présentées aux grands de ce monde, entre princesses, richissimes héritières et enfants de la jet-set internationale. Selon L'Express, « *le parallélisme entre les institutions fréquentées par la famille Ghosn et les subventions émanant du groupe Renault-Nissan posent question.* » Rien que du mécénat désintéressé.

Des droits, pas du blabla

Mutée contre son gré au Centre de Pièces Logistiques de Flins, où aucune femme n'a jamais travaillé à cause des charges lourdes à porter, Estelle, salariée Renault et syndiquée, est tombée en dépression et a porté plainte. Il a fallu plus de 2 ans pour que les prud'hommes de Poissy condamnent Renault pour discrimination sexuelle. Un jugement paru la veille de la journée des Droits des Femmes, alors que Renault se vante d'être à la pointe dans ce domaine.

Mauvaise mère

Les salariés de Renault Retail Group, filiale de Renault, se sont rassemblés devant les 52 succursales de France vendredi 8 mars pour protester contre l'absence de prime d'intéressement. Contrairement aux salariés Renault et alors qu'ils concourent tout autant aux résultats de leur maison mère, ils n'ont eu qu'un « zéro pointé ». Loin des yeux, loin du cœur.

Un bon coup de racket

Grâce à la loi Macron de 2015, la BNP Paribas a mis la main sur l'intéressement des salariés Renault. Par défaut, leur prime est versée au Plan Epargne Groupe et en plus sur un placement au rendement négatif. Pour la débloquer, il faut s'armer de patience, surtout si vous avez perdu vos identifiants ou votre mot de passe (sans compter les pannes du site de la BNP). Si ce n'est pas du racket...